

Jugement n°133/19/CJ/SII/TCC  
Du 18 juillet 2019

-----  
Rôle Général  
BJ/TCC/2019/ 324  
-----

Société Galaxy  
(*Me Alain OROUNLA*)

C/

Société STARTIMES SOFTWARE  
TECHNOLOGY CO LTD  
BENIN

(*Me Romain DOSSOU*)

**OBJET :** Paiement

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

### SECTION II

### CHAMBRE DE JUGEMENT

#### COMPOSITION

**Président :** Romain KOFFI

**Assesseurs :** Eric ASSOGBA et Cyprien TOZO

**Ministère Public :** Mario Elonm METONOU

**Greffier :** Louis K. HOUNGBO

Débats le 27 juin 2018 ;

Jugement contradictoire en premier ressort prononcé à  
l'audience publique du 18 juillet 2019 ;

#### PARTIES EN CAUSE

##### DEMANDERESSE :

Société GALAXY, Société à responsabilité limitée dont le  
siège social est sis à Cotonou, agissant aux poursuites et  
diligences de son gérant, Fatiou DAGUIA ;

*Assistée de Maître Alain OROUNLA, Avocat au Barreau du  
Bénin ;*

##### DEFENDEUR

Société STARTIMES SOFTWARE TECHNOLOGY CO  
LTD BENIN dont le siège est sis à la Haie – vive, commune  
de Cotonou, Tél : 62 03 77 95 / 62 80 72 36, prise en la  
personne de son Directeur général Liu FEI, demeurant et  
domicilié ès qualité au siège de ladite société ;

*Assistée de Maître Romain DOSSOU, Avocat au Barreau du  
Bénin ;*

**LE TRIBUNAL,**

*Vu les pièces du dossier ;*

*Où les demandeurs en leurs prétentions ;*

*Après en avoir délibéré ;*

Par acte du 16 avril 2019, la Société GALAXY a attiré la société STARTIMES SOFTWARE TECHNOLOGY CO LTD BENIN devant le tribunal de commerce de Cotonou pour obtenir la condamnation de celle-ci au paiement de la somme de deux milliards deux cent cinquante-cinq millions quatre cent quarante-six mille trois cent trente-huit (2.255.446.338) francs CFA en principal et un milliard (1.000.000.000) francs CFA à titre de dommages – intérêts ;

Elle sollicite également l'exécution provisoire sur minute du présent jugement ;

Au soutien de son action, la Société GALAXY expose qu'elle est créancière de la société STARTIMES SOFTWARE TECHNOLOGY CO LTD BENIN de la somme de francs CFA Deux Milliards Deux Cent Cinquante Cinq Millions Quatre Cent Quarante Six Mille Trois Cent Trente Huit (2. 255.446.338) résultant du contrat de prestation de service du 03 juin 2016 ;

Qu'elle a exécuté sa part de prestation du contrat en rendant la Société STARTIMES, adjudicataire du contrat de marché n°009/MEF/MENC/DNMP/SP du 19 janvier 2017 ;

Qu'elle n'a jamais été couverte de ses honoraires ;

Qu'elle a obtenu l'autorisation du Président du Tribunal de Première Instance de Cotonou, de pratiquer saisie conservatoire de ses créances et biens meubles corporels ;

Que suivant procès-verbaux de saisie conservatoire des 14, 15, 18, 19, 20, 21 et 22 mars 2019 les avoirs de la Société STARTIMES SOFTWARE TECHNOLOGY CO LTD BENIN ont été placés sous-main de justice ;

Que la clause d'arbitrage insérée au contrat les liant a été remise en cause par celle-ci ;

La Société STARTIMES SOFTWARE TECHNOLOGY CO LTD BENIN soulève l'incompétence du tribunal de commerce tirée de l'existence d'une clause d'arbitrage au contrat ;

### **SUR L'INCOMPETENCE DU JUGE ETATIQUE**

Attendu que l'article 13 alinéa 1<sup>er</sup> de l'Acte Uniforme relatif au droit de l'arbitrage dispose « *Lorsqu'un différend faisant l'objet d'une procédure arbitrale en vertu d'une convention d'arbitrage est porté devant une juridiction étatique, celle-ci doit, si l'une des parties en fait la demande, se déclarer incompétente* » ;

Attendu qu'en l'espèce, la société GALAXY sollicite la condamnation de la société STARTIMES SOFTWARE TECHNOLOGY CO LTD BENIN au paiement de la somme de deux milliards deux cent cinquante-cinq millions quatre cent quarante-six mille trois cent trente-huit (2.255.446.338) francs CFA en principal et un milliard (1.000.000.000) francs CFA à titre de dommages – intérêts ;

Attendu que l'accord de prestation de services liant les deux sociétés stipule en son article 11 une clause compromissoire libellée comme suit : « *Tout litige survenant dans l'application du présent accord et relevant des présentes sera réglé à l'amiable. Si les parties ne conviennent pas d'une solution à l'amiable, dans un délai de trente jours à compter de la date de l'avènement du litige, le litige peut être soumis par l'une des parties à l'arbitrage de SINGAPORE INTERNATIONAL ARBITRATION CENTRE (SIAC) statuant selon ses règles d'arbitrage applicables au moment du litige ....* » ;

Attendu que la mesure sollicitée ne relève pas d'une mesure conservatoire et la clause n'est pas manifestement nulle ;

Qu'aucun acte traduisant la remise en cause de ladite clause par la société STARTIMES SOFTWARE TECHNOLOGY CO LTD BENIN n'est rapportée au dossier ;

Que c'est à juste titre que l'incompétence du juge étatique est soulevée et il y a lieu d'y faire droit ;

**PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Se déclare incompétent ;
- Condamne la société GALAXY SARL aux dépens ;

**ONT SIGNE**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**